Bulletin œcuménique

MARS 1980 NUMERO 3 PARAIT 8 FOIS PAR ANNEE

interrogation



Photo Mme E. MARQUART

J'AI CHERCHE MON AME ET JE N'AI PU LA VOIR,
J'AI CHERCHE MON DIEU ET MON DIEU S'EST DEROBE,
J'AI CHERCHE MON FRERE, J'AI TROUVE TOUS LES TROIS.

Cité par Jean BUHLER *

* *Tiré du Livre "LES DERNIERS LES PREMIERS"*

EIRENE
Service chrétien
international pour la paix
Comité suisse
Boîte postale 12, 2013 Colombier
CCP: 23-5046

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP: 17-7786

GVOM
Groupe volontaires
outre-mer
Le Coin 43
CH-2314 La Sagne
CCP: 10-20968

CHRÉTIENS ÉNERG(ÉTH)IQUES...

Ma paroisse compte 300 âmes et son temple, dont le clocher culmine à exactement 1'000 m. d'altitude, accueille chaque dimanche 10 à 20 "fidèles".

Mais, ce bâtiment surdimensionné aux besoins actuels (il y avait 3 fois plus d'habitants il y a un siècle !) a été, ou aurait dû être au centre d'un débat intéressant.

En effet, pour compenser le froid hivernal et la mauvaise isolation de ses murs, les deux fourneaux doivent être chauffés à bloc et l'orgue, malgré un humidificateur, refuse tout service.

Comment remédier à cette fâcheuse situation ?

J'ai émis l'opinion que les cultes d'hiver pourraient avoir lieu à la salle des sociétés du collège, chauffée de toute manière. En contrepartie de cette économie de mazout, nous aurions pu demander à la Commune qui paie le carburant de nous offrir de la laine de verre, du liège ou du sagex pour isoler le temple!

Je précise que ce geste non-violent et éminemment chrétien, devait être offert à l'autorité communale et non imposé par celle-ci, car je n'aurais pas accepté que, pour des raisons pécuniaires, on nous oblige à quitter le temple. Mais, est-il plus admissible au point de vue chrétien, qu'une minorité de paroissiens impose à la communauté ce "gaspillage" ?

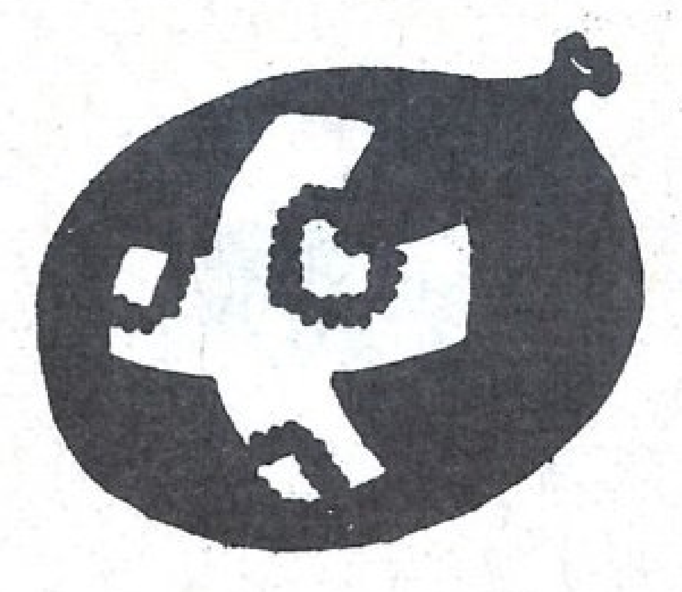
Il fallait faire un geste, et dès l'an nouveau, les cultes devaient avoir lieu hors du temple. Par manque d'information ou par indifférence, cette mesure ne suscita des réactions que dans le noyau d'anciens. Mais à la suite de pressions (- c'est la maison de Dieu ! ... - à quoi l'Evangile répond : "là où deux ou trois sont assemblés ..."), le culte a repris discrètement le chemin du temple et quelques "chrétiens sans éthique énergétique" y prient pour l'avenir du monde, en dilapidant 200 litres de mazout chaque semaine...

Qu'en pensez-vous ?

En Allemagne, par exemple, (cf page EIRENE) les paroisses agissent davantage dans ce domaine,combien actuel et pratique, et l'on peut voir aux portes des temples et des salles de paroisses, des résolutions votées par les membres, chrétiens d'aujourd'hui !

Claude THARIN

Démocratie en action



Les militants qui ont participé activement à la récolte de signatures pour l'initiative en faveur d'un authentique service civil, ont eu l'occasion de se livrer à quelques réflexions sur la manière dont le droit démocratique est appliqué en Suisse. Voici quelques-unes de leurs remarques :

A PEINE TOLERES

Beaucoup de militants ont pu en faire l'expérience : récolter des signatures dans la rue n'est pas un art facile. Que, dans un endroit privé,(bistrot, cinéma, café, salle de concert) il faille une autorisation qui se négocie oralement, on peut comprendre. Signalons que des super-marchés se sont montrés très ouverts. Mais qu'une même autorisation doive être requise pour un endroit public, (trottoir, place piétonne) c'est difficilement explicable, et que cette autorisation vienne à être refusée, ça devient incompréhensible... et c'est pourtant réel.

Si vraiment le droit d'initiative est un droit démocratique reconnu pour tous les citoyens suisses, il faudrait qu'ils puissent l'exercer librement et sans contrainte partout. Les limitations actuelles qui interdisent par endroit la récolte de signatures violent ce droit populaire et empêchent des milliers de citoyens de signer et d'appuyer telle ou telle revendication.

SIGNER EST AMENDABLE

Certaines personnes signent volontiers les initiatives qui leur sont présentées (en général progressistes). -"Service civil ? Ok, je signe". Vous souvenez-vous de toutes les initiatives, référendums, pétitions que vous avez signées ces deux dernières années ? Si ce n'est pas le cas, abstenez-vous ! Dans certains coins, signer deux fois la même initiative (ou pétition) est amendable. Certaines communes nous ont prévenu avec les feuilles légalisées, un petit mot :
- " Le citoyen Untel, qui a signé deux fois a été dénoncé à la préfecture en vertu de la loi du ... "

NE VOUS MARIEZ PAS, NE DEMENAGER JAMAIS, NE SIGNEZ PAS SUR N'IMPORTE QUELLE FEUILLE ...

Celui qui déménage doit savoir qu'il perd, pour une période qui peut aller jusqu'à deux ans avant son déménagement son droit d'initiative. Exemple : vous avez signé l'initiative en décembre 1977, ou plus tard ; en septembre 1979, vous déménagez. Votre nom figure sur une liste de votre ancienne commune de domicile qui va noter, en rouge, dans la marge, au moment de la légalisation : "parti" ! Une signature annulée pour une initiative de huit à dix mille. Vous pouvez signer deux fois, dans chaque lieu de domicile, avec le risque de vous faire condamner pour double signature. On ne s'en sort pas. Même problème pour les jeunes filles. Réfléchissez avant de vous marier, et signez après !

A souligner également : celui qui déménage à l'intérieur d'une grande commune (Lausanne ou Genève) conserve son droit d'initiative, tandis que celui qui habite une petite commune, voit sa signature annulée. Et l'on dit que les citoyens sont égaux devant la loi !

Extraits du numéro 13 du Bulletin d'information du comité d'initiative pour un authentique service civil.



INTERROGATIONS-EXPRES

Martial RENAUD, 37 ans, conseiller des étudiants à l'Université de Neuchâtel, ne cherche pas, en refusant désormais de servir, à miner subversivement l'armée. Il l'a expliqué sereinement devant le Tribunal militaire de division 2, à Neuchâtel.

- Officier et objecteur, n'est-ce pas paradoxal ?

- Ce n'est pas parce qu'on est officier qu'on devrait ne pas avoir de problème de conscience, au contraire, car notre responsabilité dans le cadre de la défense armée est plus grande de par notre position dans une hiérarchie. Bon nombre de mes camarades officiers (pas tous, il est vrai) sont persuadés qu'il faut aller le plus loin possible avant, en dernier recours, d'utiliser la violence. J'ai partagé cette opinion pendant près de 15 ans, puis, pour diverses raisons - dont, notamment, des contacts avec des militaires et des officiers chrétiens devenus non-violents -, j'ai pensé qu'on pouvait être beaucoup plus exigeant moralement sur les moyens de se défendre.

Du point de vue théologique, il y a deux manières de poser le problème : ou bien on admet que, dans certains cas, on ne pourrait pas renoncer personnellement à utiliser la violence, et on essaye d'accorder le Sermon sur la Montagne, avec cette constatation (il y en a qui y parviennent !), ou bien on admet que le Christ est un modèle parfait de non-violence et on s'efforce de l'imiter. Si l'on n'y arrive pas, c'est un péché (appelons un chat un chat) et cela l'est aussi si l'on ne met pas des forces à imaginer les moyens non-violents qu'on pourrait utiliser en cas de conflit.

"- Mais entre la violence et la lâcheté, disait Gandhi, il y a toujours une troisième voie : la non-violence".

C'est parce que je ne renonce pas à mon engagement pour la défense de la communauté que je ne ressens pas vraiment de paradoxe dans mon évolution. S'il y a rupture sur le fond, c'est parce que le Département militaire fédéral, dans une lettre qu'il m'a adressée, prétend que la résistance non-violente ne pourra jamais être à priori une alternative à la défense militaire et faire partie de la défense générale. Cette position n'est pas acceptable et nous devons travailler pour qu'elle soit revue par les autorités politiques.

On peut en effet très bien imaginer qu'à l'intérieur d'un service de la défense générale, coexistent en dialogue, des partisans de la défense armée et des partisans de la défense non-violente. En cas de menace d'occupation, le Conseil fédéral pourrait alors faire un choix entre plusieurs modèles de défense. Je suis d'ailleurs personnellement convaincu que, dans certaines situations, notre gouvernement, par réalisme, renoncerait à la défense violente - sauf peut-être à quelques coups de semonce - pour finalement adopter une attitude de résistance non armée. Mais dans ce cas - comme dans celui d'une occupation après la défaite - la population serait extrêmement mal préparée et l'on peut craindre que la collaboration avec l'envahisseur devienne la règle, comme par exemple dans la plupart des pays occupés lors de la deuxième guerre mondiale.

- Pourtant, le Conseil fédéral dit dans son "Rapport de 1973 sur la politique de sécurité de la Suisse" que la résistance non-violente doit être préparée...

- Malgré l'utilisation de ce terme de "résistance non-violente" dans le rapport, on constate, si l'on se réfère à la substance (très limitée) du texte, qu'il s'agit de résistance passive. Mais, de toute manière, le rapport parle de préparation. Or, le Département militaire fédéral m'a écrit qu'il n'était "pas possible

d'organiser et d'exercer la non-violence et la passivité, ces deux attitudes tirant leur origine d'une certaine impuissance". Cette affirmation que la non-violence ne peut être préparée est, bien entendu, contraire aux avis unanimes des chercheurs et praticiens en la matière. J'en conclus que le Département militaire fédéral est soit mal informé, ce qui serait grave, soit - et c'est plus probable - qu'il exprime la volonté politique de ne rien faire de sérieux dans ce domaine. Ce n'en est pas moins grave.

- Concrètement, comment concevez-vous une défense non-violente ?

- La défense non-violente repose sur le principe de la non-coopération massive avec l'ennemi. Cette non-coopération n'est pas une évidence. Par exemple, en France et en Belgique, lors de la deuxième guerre mondiale, une fois le territoire géographiquement occupé, l'armée, la police, l'administration se sont mises au service des Allemands ; les résistants étaient poursuivis par la police de leur propre pays ! 50'000 Juifs Français ont été déportés avec la complicité active des autorités françaises, alors qu'en Bulgarie, les autorités se sont opposées fermement au plan nazi et qu'aucun Juif n'a été liquidé ou déporté. Au Danemark, la résistance a été également très forte au niveau gouvernemental, au niveau populaire et - ceci est très révélateur - au niveau des troupes allemandes d'occupation. Il a fallu importer des troupes fraîches pour finalement arrêter et déporter 477 Juifs qui n'avaient pas refusé d'ouvrir leur porte. La prise de pouvoir n'est pas effective lorsqu'on envahit un territoire géographique, mais lorsqu'on contrôle l'organisation sociale (armée, police, administration gouvernementale et locale, syndicats patronaux et ouvriers, etc.).

Dans le cas d'une défense non-violente, chaque citoyen, qu'il soit député ou ouvrier, doit rester à son poste, défendre la Constitution, les droits de l'homme et du citoyen et refuser l'illégalité de la nouvelle situation. L'ennemi doit être traité comme une personne privée, avec laquelle on cherche à entrer en dialogue pour lui montrer qu'il est l'instrument d'un pouvoir illégal et injuste. Mais, par ailleurs, au nom de la légalité constitutionnelle, on n'en refuse pas moins tout acte d'autorité de sa part. Ceci peut conduire à des procès, à des exécutions, à des déportations (drames qui, de toute évidence, seraient quand même bien moins meurtriers qu'une guerre moderne), mais l'occupant perd alors tout semblant d'honorabilité sur le plan national, international et au niveau de ses propres troupes et exécutants administratifs. (Après l'invasion de la Tchécoslovaquie, au moins 150 officiers supérieurs polonais ont dû être destitués pour avoir été contaminés par des idées "subversives"). Ces très grosses difficultés idéologiques ajoutées aux problèmes matériels (il faudrait un personnel extrêmement nombreux et qualifié à l'ennemi pour gérer une administration de rechange et pour contrôler tout un peuple de dissidents) doivent avoir comme conséquence finale, soit le renversement du régime, soit sa retraite, en sauvegardant quelques apparences (traités et accords divers).

Ce genre de défense suppose donc une préparation politique (réflexion sur les mécanismes du pouvoir, définition très claire de ce qu'on veut défendre, développement du sens civique et de la responsabilité morale individuelle et technique - imprimeries et radios clandestines multiples, organisation de réseaux d'information par contacts individuels, apprentissage plus ou moins poussé de la langue de l'adversaire, etc.; Adams Roberts, dans un rapport préparé pour le Ministère suédois de la défense, énumère 198 moyens différents de défense non-violente). On peut imaginer que cette préparation doive se faire à tous les niveaux - autorités politiques et administrations fédérales, cantonales, communales, entreprises publiques et privées, syndicats, groupes de protection civile, écoles, villages et quartiers, immeubles, etc.-. Pour le moment, ce sont essentiellement des groupements privés (groupes non-violents) qui s'occupent d'une telle formation, mais il faut que cela s'étende plus profondément dans le corps social.

Propos recueillis par Claude THARIN

Un exemple à suivre en matière de politique familiale

La revalorisation des tâches de la mère au foyer

Le Conseil communal de Villars-sur-Glâne, troisième plus importante commune du canton de Fribourg — vient d'innover — en introduisant à partir du 1er janvier de cette année en faveur de son personnel une allocation dite « de la mère au foyer ».

Jusqu'ici cette commune accordait à son personnel les seules allocations prévues par le régime cantonal des allocations familiales, à savoir l'allocation de naissance, l'allocation pour enfant et l'allocation de formation professionnelle.

Cette nouvelle prestation est destinée à revaloriser le rôle irremplaçable de la mère au foyer. On ne saura en effet jamais assez affirmer l'importance de la présence de la mère au foyer pour l'équilibre de celui-ci et surtout pour un entretien et une éducation harmonieuse des enfants en bas âge et en âge de scolarité.

Certains cantons, certaines administrations publiques, semi-publiques et privées, certaines entreprises ainsi les EEF ont introduit depuis de longues années déjà une allocation dite de ménage qui constitue un élément indispensable d'équilibre des revenus entre personnes seules et le couple marié ou la personne ayant une charge légale d'entretien. Une telle mesure doit encore se généraliser.

Mais c'est la première fois dans notre pays qu'un employeur prend en considération — à côté des législations cantonales en matière d'allocations familiales — la présence d'enfants dans une famille.

Selon le Conseil communal de Villars-sur-Glâne cette allocation nouvelle par son caractère sélectif doit permettre d'intervenir là où il y a véritablement nécessité d'apporter une aide financière à la famille. Toujours selon cette même autorité, cette allocation représente un correctif au principe «à travail égal, salaire égal» pour le compléter par «niveau de vie égal», ceci en tenant compte des charges consécutives à l'entretien et à l'éducation des enfants.

Pour 1980, cette allocation est fixée à 1200 francs payable en 12 mensualités. Elle pourra, au vu des expériences faites, être réexaminée quant à son montant.

Le Conseil communal précise encore que cette allocation n'est versée que si l'épouse n'exerce aucune activité lucrative ou n'exerce qu'une activité lucrative de minime importance. Son paiement présuppose enfin la présence dans le foyer d'enfants de moins de 16 ans révolus.

Tout en saluant ce progrès, nous pensons qu'il serait enfin temps d'évaluer la valeur économique du travail de la mère de famille, cette valeur ne devenant tangible que le jour où devenant dans l'incapacité d'exercer sa tâche il faut la remplacer, d'où une charge se situant rarement en-dessous de 1200 à 1500 francs par mois. Qui en avait jusqu'ici conscience?

Jos. Rey

Syndicalisme 7.2.80

Dans le canton de Genève

Lancement d'une initiative sur l'énergie

Treize associations genevoises de tendance écologique lancent une initiative cantonale intitulée «L'énergie - Notre affaire». Elles proposent d'insérer dans la Constitution un nouvel article favorisant l'utilisation rationnelle de l'énergie, la lutte contre le gaspillage, et le choix judicieux des sources, en donnant la préférence aux énergies douces et renouvelables plutôt qu'au nucléaire et au pétrole. Parmi les signataires figurent le Comité de coordination contre Verbois nucléaire, la Fédération des syndicats chrétiens, l'Institut de la vie et le WWF, section de Genève.

Selon eux, l'article fédéral sur l'énergie, en préparation, ne sera applicable que dans plusieurs années et il se bornera à faire des recommandations aux cantons. Dès lors, autant prendre les devants, pour contraindre le Conseil d'Etat (qui n'a pris jusqu'à maintenant que des mesures jugées dérisoires) et les Services industriels (trop influencés par les pro-nucléaires et pas assez respectueux de la volonté populaire) à pratiquer une véritable politique énergétique «visant à nous rendre moins dépendants et à garantir notre sécurité et le respect de notre environnement». (ats)

Les Juifs mal aimés en Suisse?

Un sondage révélateur

ZURICH (ATS) — Même si 78 % de la population de notre pays est d'avis que les Juifs sont semblables aux autres Suisses, mise à part leur religion, 19 % des personnes interrogées, lors d'un sondage d'opinion en Suisse, sont d'avis que les Juifs «n'appartiennent pas à notre peuple». Une grande majorité, soit 83 % des Suisses alémaniques et 63 % des Romands, estime cependant que les Juifs suisses font partie de la communauté helvétique.

Il s'agit là de résultats d'un sondage de l'institut Isopublic auprès de 339 personnes en Suisse, réparties par cantons proportionnellement à leur population. Pour ce sondage, effectué du 11 au 16 février à la demande de la gazette juive de Zurich («Israelitisches Wochenblatt»), 166 hommes et 171 femmes, 164 protestants et 157 catholiques ont été choisis dans toutes les classes d'âge. Le but de ce sondage est de «constater combien fortement les préjugés contre les Juifs sont ancrés dans la population suisse et sur quoi ils se basent».

Suisse 22.2.8

Economies d'énergie

Les Eglises suisses favorables

Les Eglises s'occupent des problèmes de la vie de l'homme sous toutes ses formes, raison pour laquelle elles se sont penchées sur la question de l'énergie. Des représentants de la Fédération des Eglises protestantes de la Suisse (FEPS) et de la Conférence des évêques suisses ont ainsi présenté hier à Berne la réponse des deux grandes Eglises suisses à la procédure de consultation sur la conception globale de l'énergie (CGE). Au centre de leur réflexion, les Eglises ont placé la notion de «bien-être». Elles se déclarent en particulier favorables à des mesures d'économie d'énergie, (ats)

Important prêt suisse à l'Argentine

Cinq grandes banques suisses (Crédit Suisse, Société de Banque Suisse, Union de Banques Suisses, Banque Populaire et Banque Leu) ont accordé un prêt de 200 millions de frans à l'Argentine.

Ce prêt portera sur 8 ans. Le porte-parole du Crédit Suisse s'est toutefois refusé à communiquer le taux d'intérêt. Selon une nouvelle d'agence, le Ministère argentin de l'économie considère que ce prêt est le plus important qui ait été accordé par des organismes bancaires suisses à un pays latino-américain. G.L. 14.2.80

Aux Etats-Unis: fissures décelées dans les turbines de dix centrales nucléaires

La Commission de réglementation de l'énergie nucléaire (NRC) a ordonné l'inspection des réacteurs de dix centrales nucléaires en fonctionnement aux Etats-Unis à la suite d'«importantes fissures» dans les turbines, a annoncé, lundi, le «Chicago Sun-Time».

Aucune fermeture de centrale nucléaire n'a été ordonnée, a déclaré, lundi, un porte-parole du NRC à Washington, précisant que ces fissures ne présentaient pas «un sérieux danger».

Par ailleurs, les responsables de la centrale nucléaire de Three Mile Island (Pennsylvanie) ont commencé à purger une partie des gaz radioactifs qui sont enfermés dans la centrale afin de pénétrer prochainement dans le bâtiment abritant le réacteur, a-t-on appris de source officielle.

Près d'un an après le grave accident qui a entraîné la fermeture de la centrale, les responsables de Three Mile Island estiment, en effet, que le réacteur en panne constitue une menace croissante pour l'environnement.
(ats, afp, ap)

Rhodésie: deux ministres blancs

M. Robert Mugabe a présenté son cabinet hier au gouverneur britannique Lord Soames, et a été officiellement désigné premier ministre du Zimbabwe indépendant. Deux personnalités blanches sont nommées aux importants ministères de l'Agriculture et de l'Industrie.

L'indépendance du pays sera proclamée officiellement le mois prochain.

Le premier ministre sera par ailleurs responsable de la Défense et de la Sécurité nationale. Dans l'intention de mettre en place un gouvernement de coalition nationale, les ministères de l'Intérieur, des Ressources naturelles et des eaux, des Travaux publics, et des Postes et Télécommunications, ont été attribués à des personnalités proches de M. N'Komo, qui a obtenu 20 sièges au Parlement. C'est M. Joshua N'Komo qui sera ministre de l'Intérieur. (ap)

La Suisse continuera de livrer du matériel de guerre aux Philipines

Il n'y avait pas de raison de refuser de livrer du matériel de guerre aux Philippines. Les troubles qui règnent dans ce pays depuis l'époque de la domination espagnole n'ont en effet jamais atteint l'état de tension dangereuse qui constituerait une raison d'interdire l'exportation d'armes vers ce pays, au sens de la loi sur le matériel de guerre. C'est ce que relève le Conseil fédéral dans sa réponse à deux questions ordinaires des conseillers nationaux Ziegler (soc/GE) et Carobbio (psa/TI).

Les deux députés demandaient notamment quelles raisons avaient poussé le Conseil fédéral à autoriser l'exportation de matériel de guerre (pour un montant de 5,5 millions de francs) dans un pays qui vit sous la loi martiale depuis 1972 et où sévit « une guerre civile qui a déjà fait plus de 50 000 morts depuis 1972 », alors que la loi suisse interdit l'exportation d'armes dans des régions où existent des conflits et des tensions internes. (ATS)

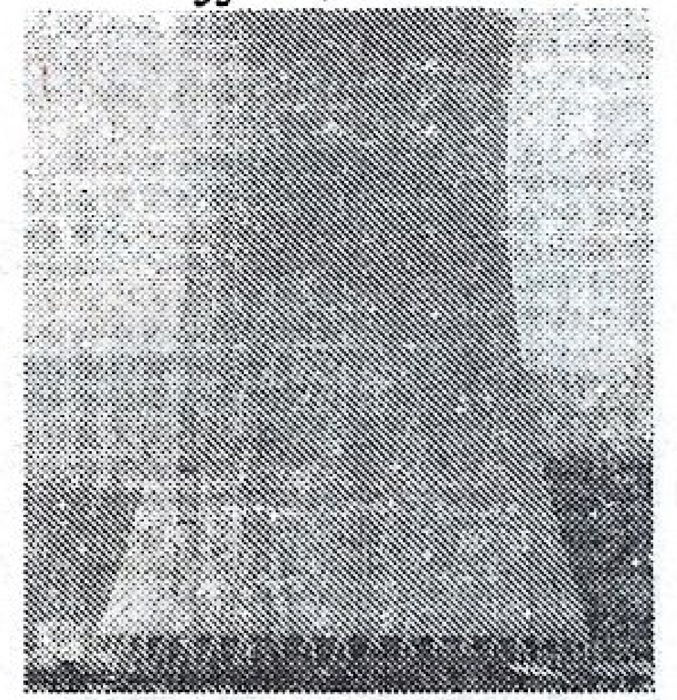
De l'eau propre: une question de vie ou de mort

Plus de 90% de tous les décès d'enfants dans le tiers monde pourraient être évités si de l'eau propre et des installations sanitaires étaient disponibles. C'est ce qu'on apprend de l'OMS (Organisation mondiale de la santé). A ce jour, 38% seulement des habitants du tiers monde ont accès à ces commodités. Il en résulte que plus de 900 millions de personnes par an souffrent de maladies directement liées au manque d'eau propre et d'installations sanitaires; parmi ces personnes, 700 millions d'enfants. Tandis que les Nations Unies déclaraient la période 1981-1990 Décennie de l'Eau, la Banque Mondiale et l'OMS estimaient que 140 milliards de dollars US seraient nécessaires pour atteindre le but «eau propre pour tous en 1990». (CMT)

Syndicalisme 7.2.80

En tête de liste

Trente pour cent (30%). Mais oui, la Suisse détient actuellement le record du monde pour la production d'électricité d'origine nucléaire. Quand on lit ces chiffres, sortis de la



Gösgen

bouche de l'un des plus grands experts mondiaux en la matière, on se pose des questions. A force d'entendre nos industriels déclarer que nous sommes en retard et qu'il faut faire encore beaucoup, beaucoup plus... 24 H 29.2.80

Les Anglais ces « crasseux » !

Les Anglais sont un peuple « crasseux ». Plus de la moitié d'entre eux n'ont pas fait nettoyer leurs habits au cours des trois derniers mois, et 15% n'ont jamais porté d'habits au nettoyage, révèle un sondage « Gallup », publié par l'Association des teinturiers-blanchisseurs britanniques. Ces résultats « choquants » créent aux Anglais une réputation de saleté à l'étranger, déplore M. Sands Johnson, président de l'association.

Avec un budget nettoyage de deux livres (7 fr.s.) par an et par habitant, les Anglais dépensent sept fois moins que les Américains, trois fois moins que les Allemands de l'Ouest et deux fois moins que les Français pour l'entretien de leur garde-robe, précise M. Johnson. — (afp)



Selon l'organisation américaine Freedom House

LE TIERS DE LA POPULATION DU MONDE VIT DANS DES PAYS OU LES DROITS DE L'HOMME SONT RESPECTÉS

Washington (*A.F.P.*). — Un milliard six cent millions d'hommes, soit 37 % de la population mondiale, vivent dans des pays où les droits de l'homme sont respectés, indique le rapport annuel de l'organisation américaine de défense de ces droits, Freedom House, publié, le 7 janvier, à Washington. Ce document relève que le nombre des hommes vivant dans des pays considérés comme « non libres » selon les critères de l'organisation a augmenté de cent vingt et un millions cinq cent mille pour atteindre 41,7 % de la population du globe.

Selon l'organisation, les pays où sont complètement garanties ces libertés se répartissent ainsi : Europe occidentale (plus Turquie), Amérique du Nord (sauf Mexique), Costa-Rica, Colombie, Equateur, Venezuela, Surinam, Inde, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande. En Afrique seuls trois pays sont jugés « libres » : Botswana, Haute-Volta, Nigéria.

Les pays considérés en partie « libres » par Freedom House, sont : toute l'Amérique latine (dont le Mexique) et les Caraïbes (sauf Cuba, Haïti et l'Argentine), l'Afrique australe anglophone, l'Afrique occidentale francophone (sauf la Guinée), les pays du Maghreb (sauf l'Algérie), Egypte, Soudan, Kenya et les pays de l'ASEAN.

La Pologne figure également sur cette liste, Freedom House estimant que le gouvernement de Varsovie accorde certaines libertés.

Tous les autres pays du bloc communiste sont inclus dans la liste des pays « non libres » ainsi que les pays d'Afrique qui n'ont pas déjà été cités et l'Argentine, Cuba et Haïti. Dans les commentaires qui accompagnent le rapport, M. Raymond Gastil, qui en a dirigé l'étude, se félicite de la chute des gouvernements du Cambodge, de Guinée-Equatoriale, de Centre-Afrique et d'Ouganda, mais note que les libertés qui avaient semblé voir le jour en Iran au début de l'année ont à nouveau disparu dans le deuxième semestre de 1979.

Parmi les gouvernements dont Freedom House estime que l'attitude à l'égard des droits politiques et civiques s'est améliorée figurent la Dominique, le Bangladesh, la Bolivie, le Brésil, le Mexique, la Thaïlande et la Rhodésie. Enfin le rapport estime que les libertés ont été réduites, de manière différente, dans les pays suivants : Saint-Domingue, Guyana, Taïwan, Transkei, Tchécoslovaquie, R.D.A. et Irak.

TRENTE-QUATRE DÉTENUS POLITIQUES ONT ÉTÉ LIBÉRÉS

A l'occasion de la proclamation de la IIIe République togolaise, le dimanche 13 janvier à Lomé, le général Eyadema, chef de l'Etat a fait libérer trente-quatre des quarante-cinq prisonniers politiques détenus dans le pays. En outre, la famille de Sousa, déchue de la nationalité togolaise après que certains de ses membres aient été impliqués dans un complot, a été réhabilitée.

Parmi les onze personnes qui restent détenues, figurent notamment cinq personnes qui avaient été condamnées en août dernier (*le Monde* du 23 août) lors du « procès des mercenaires ».

Les mesures de clémence adoptées par le président Eyadema concernant également les prisonniers de droit commun, deux cent quatre-vingt onze de ces derniers ont été remis en liberté au cours du dernier week-end.

A Paris, une quarantaine d'opposants au régime du général Eyadema ont occupé samedi l'ambassade du Togo. La police, intervenue sur la demande du chargé d'affaires, l'a fait évacuer dans l'après-midi, retenant trois manifestants pour interrogatoire.

le Monde 15.1.80



Sur quatre êtres humains, un Chinois.

CHINE : 1 MILLIARD D'HABITANTS

Selon « Le Quotidien du Peuple », organe du Parti, la population chinoise atteint 1 milliard d'hommes, soit 40 millions de plus par rapport à la dernière estimation. Le monde compte donc, en 1980, un Chinois sur quatre humains.

Express 12.1.80

Record autrichien: en 1979, l'Autriche n'a connu que 6111 heures de grèves, contre près de 82000 l'année précédente. Ce qui, mathématiquement, donne en moyenne de 7,9 secondes par salarié de l'économie privée ou fonctionnaire.

133 EXECUTIONS EN AFRIQUE DU SUD

PARIS (AFP). – Ainsi que l'a annoncé au début de février le ministre de l'éxécution des peines, Louis Le Grange, 133 exécutions capitales, par pendaison, ont eu lieu l'an passé en Afrique du Sud. Il a précisé que les condamnés à mort étaient 98 Noirs, 33 métis et 2 Blancs.

Selon Amnesty International, l'Afrique du Sud est le pays du monde où les exécutions capitales sont proportionnellement les plus fréquentes.

V.P. 28.2.80

Festin pour les chiens de la police

La veuve d'un policier britannique avait demandé dans son testament que 100 livres (385 FS) soient prises sur le pécule qu'elle laissait pour offrir un festin aux chiens de la police de Liverpool.

Les dernières volontés de Mme Emma Burdekin, récemment décédée à l'âge de 69 ans, ont été scrupuleusement respectées vendredi puisque douze des chiens de ronde des policiers de cette ville ont profité d'un fastueux petit-déjeuner. Certains des convives ont affirmé que le steak et les os à moelle étaient de tout premier choix. — (ap)

dossier mars 1980

AMERIQUE CENTRALE: UNE POUDRIERE ?

Théo BUSS qui a travaillé d'avril 1977 à mai 1979 en Bolivie en tant que GVOM au service de l'Eglise Méthodiste, vient de rentrer d'un voyage au Salvador, au Mexique et au Guatemala. Il partage avec nous ses découvertes et ses émotions.

Le Salvador se sauve-t-il?

Au moment où César Augusto Sandino résistait à l'occupation du Nicaragua par les troupes d'invasion nord-americaines, au Salvador voisin, les paysans se soulevaient contre la dictature militaire. Un de leurs chefs s'appelait Farabundo Marti. Il fut assassiné avec 30'000 Salvadoriens lors d'une des répressions les plus sanglantes qui soient, le 22 janvier 1932.Le 22 janvier 1980, les 4 organisations populaires de gauche qui ont décidé d'unir leur lutte - Bloc populaire révolutionnaire, Front d'action populaire unifiée, Ligues populaires du 28 février (rappel d'un autre massacre, en 1977) et Union démocratique nationaliste - ont organisé, à San Salvador, la plus grande manifestation qui ait jamais eu lieu dans le pays. Le but de cette concentration populaire n'était pas seulement de commémorer la date fatidique, mais de démontrer la force du peuple face à un régime qui, malgré une façade civile,applique la plus effrénée des répressions militaires. Dans une ville de 650'000 habitants, 200 à 250'000 manifestants défilèrent pacifiquement par les rues du centre. De ma vie, je n'avais vu une manifestation aussi organisée, aussi disciplinée, d'une maturité politique et d'une combativité aussi remarquables. Les polices et les groupes paramilitaires réagirent par la peur et dans un mouvement coordonné par les hélicoptères de l'armée (qui répandaient un insecticide puissant sur la foule), se mirent à tirer sur le peuple en marche. Bilan : environ 80 morts et 250 blessés.

Le 29 octobre 1979, à la foule qui exigeait dans une véritable émeute de la faim,une augmentation des salaires et une baisse du prix des aliments de base, les "corps de sécurité" avaient répondu par le fusil, faisant 86 morts et 100 blessés. Ces massacres ne servent plus du tout à intimider le peuple, qui se mobilise chaque jour davantage, à la campagne comme à la ville, pour mettre fin à une dictature militaire qui depuis 48 ans fait peser sur le pays la chape de plomb d'une exploitation à outrance profitant aux "14 familles" de l'oligarchie et aux capitalistes nord-américains. Qu'on en juge par ces quelques chiffres : à la campagne, 37 % des familles ont accès à l'eau potable, 73 % des enfants sont sous-alimentés (mortalité : 60‰), 2 % des Salvadoriens possèdent 60 % des terres. La moitié de la population est analphabète.

Jusqu'au 15 octobre 1979, Carlos Humberto Romero avait exercé sans fard une répression démoniaque, mettant les campagnes à feu et à sang, à tel point que les cultures traditionnelles du pays - café, canne à sucre, coton et crevettes - baissèrent de moitié. Devenu insupporta-

ble pour les Etats-Unis, qui essayent de présenter un visage de respect des droits de l'homme, et pour les jeunes militaires, il fut renversé par ceux-ci, avec la collaboration de ceux-là. La junte civile qui lui succéda dut se rendre compte qu'elle ne détenait pas la réalité du pouvoir : la violence endémique augmenta. Elle démissionna en janvier. Depuis lors, le gouvernement nommé par les militaires est en crise. Verra-t-on au Salvador une insurrection de type sandiniste ? La bourgeoisie bloque toute issue démocratique, acculant le peuple à la révolte armée. Pourtant des forces telles que le FAPU et l'archevêque de San Salvador, Oscar Arnulfo Romero, veulent encore croire à une solution pacifique. Pour qu'une situation révolutionnaire soit donnée, il manque encore quelques éléments : unité du commandement des forces armées du peuple (FARN, ERP, FPL Farabundo Marti), consolidation de l'unité d'action des organisations populaires, appui extérieur. Les Etats-Unis menacent d'intervenir militairement si le peuple s'insurge. Et la violence continue ; chaque jour nous parvient l'annonce de nouvelles victimes. Le peuple ne supportera pas beaucoup plus longtemps d'être immolé. Il réagit déjà en occupant des ambassades, des ministères, dans un mouvement de contre-violence qui tente d'enrayer la violence institutionnalisée.



Manifestation à San Salvador pour la lilibération des prisonniers.

Guatémala: une violence démentielle!

Depuis le renversement en 1954 du régime constitutionnel du président Jacobo Arbenz (complot ourdi par la CIA et l'armée), le Guatémala ne connaît plus que la paix des cimetières. Les massacres de paysans succèdent aux meurtres politiques. Amnesty International estime que la dictature militaire a provoqué pendant cette période de 26 ans quelque 30'000 victimes. A l'heure actuelle, on compte une moyenne de 6 à 8 morts assassinés par jour. Le sommet de cette oppression infernale a été atteint par l'assaut contre l'ambassade d'Espagne au Guatémala le 31 janvier 1980 ; l'édifice était occupé pacifiquement depuis le matin par 33 paysans qui avaient demandé à l'ambassadeur d'intervenir auprès du gouvernement guatémaltèque pour que celui-ci fasse retirer l'armée de leurs villages occupés. Depuis des années, en effet, et de manière croissante ces derniers temps, l'armée viole, pille, tue les paysans dans le but de consolider l'inégalité du système. On sait comment s'est terminé cette horrible opération : 39 morts brûlés, le seul paysan blessé, enlevé dans la clinique où l'avait fait héberger l'ambassadeur (le seul survivant) enlevé sous les yeux de l'armée et criblé de balles. Cet holocauste a été prémédité : DIAL no 599 du 21 février 1980 publie les preuves.

Les protestations internationales n'ont rien changé à la violence qui finira par détruire ses auteurs eux-mêmes. Les récits de massacre continuent d'arriver de la région Nord du Quiché (Noticias de Guatémala du 21 janvier 1980). Devant cette situation, l'Eglise n'est pas restée muette. Les Jésuites, en particulier, ont publié une déclaration intitulée "Devant la douleur et l'espérance du peuple du Guatémala", qu'ils situent dans "l'option préférentielle pour les pauvres", définie à Puebla. Ils dénoncent le fait que les bénéfices des grands propriétaires de cultures de café, canne à sucre et coton augmentent tous les jours, alors que les travailleurs de la campagne reçoivent toujours



Défilé de l'armée Guatémaltèque

ques qui ont mis de côté leur mission religieuse pour se consacrer à l'activisme politique et nourrir la subversion marxiste, comme agents d'un réseau d'ennemis du Guatémala". L'ESAG s'était déjà distingué en envoyant des commandos au Nicaragua pour renforcer Somoza. Toutes ces nouvelles laissent un goût d'agonie, de destruction, de mort. Il est impossible qu'un tel régime se maintienne au pouvoir contre la volonté de l'ensemble du peuple. Les mouvements de solidarité avec celui-ci s'étendent : l'Union Internationale des Travailleurs de l'Hôtellerie a décidé de boycotter le tourisme à Guatémala. Même la société Coca-Cola a demandé à son concessionnaire dans le pays centre-américain - un avocat texan membre de la "John Birch Society" - qui maltraite ses ouvriers - de fermer son usine d'embouteillage.

le même salaire. La compagnie de Jésus d'Amérique Centrale déclare qu'au Guatémala, on enlève, on torture, on assassine et, avec des véhicules sans plaques, on tend des embuscades noctures ; on tente d'imposer une terreur massive.

Selon le même manifeste, les autorités du pays ont informé qu'au cours des dix premiers mois de 1979, il y avait eu 3252 assassinats commis par l'Escadron de la Mort. Tous ces crimes restent impunis. Au Guatémala, il n'y a pas de prisonniers politiques, il n'y a que des morts et des disparus. Le document se termine par une phrase prémonitoire : "Nous savons que des déclarations telles que celle-ci déplaisent aux puissants et peuvent attirer la répression sur nous ..."

A la mi-février, on apprenait par un communiqué de la Compagnie de Jésus à Rome que les 52 Jésuites travaillant dans le pays - ainsi que 30 autres personnalités- avaient été condamnées à mort par "l'armée secrète anti-communiste du Guatémala" (ESAG). La collusion entre celle-ci et le gouvernement militaire est évidente. Ce dernier avait immédiatement attaqué la déclaration, calomniant les "ecclésiasti-



Pour ensevelir les victimes de l'ambassade d'Espagne, les manifestants guatémaltèques s'étaient masqués.

Mexique : le pétrole pactole ou pollution ?

Bien avant qu'on ne parle de l'OPEP, le président du Mexique, Lazaro Cardenas, nationalisait en 1938 les ressources pétrolières - et par la même occasion les chemins de fer - jusqu'alors en mains Nord-Américaines et britaniques. Ce crime de lèse-impérialisme ne resta pas impuni : le gouvernement de sa gracieuse majesté coupa les relations diplomatiques pour 3 ans et les multinationales du pétrole boycottèrent le Mexique, qui ne put plus acheter aucun matériel de prospection et d'exploitation. L'industrie pétrolière végéta : le Mexique dut se limiter à exploiter les puits de pétrole découverts avant la nationalisation. A la fin des années 1950, l'importation des produits pétroliers dépassait même l'exportation.

Dès 1970, le gouvernement revit l'évaluation des réserves et entreprit une prospection systématique. Les résultats furent stupéfiants. On découvrit des gisements fabuleux sous terre et en mer. Le classement du Mexique parmi les pays aux plus fortes réserves pétrolières monta en flèche. Avec plus de 50 milliards de barils (1 baril = 159 litres) de réserves prouvées, il talonne maintenant l'Iran, le Koweït, l'URSS et arrive au tiers des réserves de l'Arabie Saoudite. Or, ce n'est pas fini. Seul le 10% des terres où il pourrait y avoir des gisements d'hydrocarbures ont été prospectées. Déjà, le Mexique livre 300 millions de pieds cubes par jour de gaz naturel aux Etats-Unis - après en avoir brûlé jusqu'à deux milliards par jour dans les torchères. A la fin de 1980, les exportations de pétrole vont dépasser le million de barils par jour.

Le Mexique (qui n'est même pas membre de l'OPEP) va-t-il succomber au vertige des hydrocarbures ? Une première secousse l'a ébranlé en juin 1979. A la suite de l'explosion de la plateforme de forage, le puits Ixtoc I, dans la baie de Campeche déverse dans la mer une quantité de pétrole brut diversement évaluée : 30'000 à 750'000 barils par jour. Le sinistre n'est pas encore totalement maîtrisé aujourd'hui. 3'000 barils par jour se répandraient encore dans les eaux autrefois bleues du Golfe.

Gisements de pétrole et gaz naturel du Mexique



Au Mexique, s'est constitué un Front de Défense des Ressources Naturelles qui s'oppose à la politique pétrolière sur plusieurs points. Il réclame entre autre:

- que le pétrole mexicain ne soit pas vendu comme carburant, mais comme produit de base de l'industrie pétrochimique, ce qui multiplie sa valeur par 10;
- que le Mexique ne vende pas ses hydrocarbures bruts, mais qu'il les transforme et s'attribue la plus-value;
- que les pays producteurs de pétrole cessent d'épuiser leurs réserves pour que les pays industriels - nous! - ne puissent continuer à gaspiller de manière irresponsable.

Voilà un appel du pied à l'économie et à l'utilisation d'autres sources d'énergie. En tout cas, même si les dirigeants de PEMEX (Compagnie nationale du pétrole) sont trop liés aux Nord-Américains pour modifier à court terme les quantités de pétrole exportées, il se pourrait qu'un jour le peuple impose une révision fondamentale de cette politique qui aggrave la dépendance. Car, pendant que le boom du pétrole pollue le Golfe du Mexique et dévaste les campagnes autrefois fertiles avec des centaines de puits, de gazoducs et d'oléoducs, l'agriculture est traitée en parent pauvre. Les cultures vivrières destinées à la population indigène diminuent, alors que les cultures d'asperges et surtout de fraises, destinées à l'exportation vers les pays riches, s'étendent. Le Mexique importe de plus en plus de blé et même du maïs et des haricots qui constituent la base de l'alimentation populaire.

Photos + dossier préparés par :

Théodore BUSS

(Dossier complet sur "Le Mexique, nouveau géant du pétrole", à disposition auprès d'i3m, Case postale 1686

3001 BERNE)

Au Guatémala et au Salvador, une oligarchie aux abois mène peut-être son dernier combat. Il est inconcevable que tant d'efforts y soient consacrés à la destruction.

Le texte qui suit illustre ce qui peut être construit lorsque tout un peuple se mobilise dans un effort de promotion.

En complément de notre dossier, nous reproduisons ci-dessous un article paru dans "Le Monde" du 27 février 1980 : QUI L'EMPORTERA EN AMERIQUE CENTRALE : L'ONCLE SAM OU L'ESPRIT DE SANDINO ?

Nicaragua

Le gouvernement lance une campagne pour alphabétiser la moitié de la population adulte

Une nouvelle force militaire — les Milices populaires sandinistes — a été créée dimanche 24 février au Nicaragua pour apporter une aide aux forces armées en cas d'urgence et contribuer à la défense du pays et de la révolution sandiniste. Placées sous les ordres du ministre de la défense, les nouvelles milices seront amenées à jouer un rôle important jusqu'à la mise en place du service militaire obligatoire.

On signale, d'autre part, qu'un ancien membre de la garde nationale actuellement jugé dans la capitale a déclaré avoir vu des militaires somozistes assassiner des paysans avant de donner les cadavres en pâture à des chiens. Ces pratiques étaient le fait d'un mercenaire sud-coréen agissant sous les ordres du général Gonzalo Evertz. Elles s'ajoutent à toute une série de tortures, dont le dépeçage de victimes vivantes. L'ancien garde national a également rapporté qu'il était courant que des hommes, des femmes ou des enfants soient projetés dans le vide du haut d'un hélicoptère en plein vol.

A Washington, la Chambre des représentants a décidé le 25 février d'étudier à huis clos un rapport de sa commission des renseignements portant sur l'influence communiste au Nicaragua. Cette procédure, utilisée pour la troisième fois en cent cinquante ans, doit précéder un vote sur un projet d'aide économique à ce pays proposé par le président Carter. Les éléments conservateurs de la Chambre s'opposent à une telle aide, qui pourrait atteindre 75 millions de dollars.

A Paris, M. Francisco Lacayo a présenté, lors d'une conférence de presse, tenue le 22 février, la campagne d'alphabétisation que s'apprête à lancer le gouvernement de Managua et dont il est l'un des principaux responsables. Cette campagne a pour objectif d'enseigner la lecture et l'écriture à la moitié de la population adulte du pays.

« La campagne d'alphabétisation que s'apprête à lancer le gouvernement n'est pas un projet romantique ou même simplement humaniste », a déclaré M. Francisco Lacayo. *« Obéissant à une conception intégrale, elle correspond à une nécessité absolue en raison des destructions subies par notre pays du fait de la guerre. Elle est la clé de notre plan de réactivation socio-économique. »* Le Nicaragua, qui compte plus de 50 % d'analphabètes (et jusqu'à 90 % dans certaines zones rurales), se trouve dans une situation économique catastrophique : certaines villes sont détruites à 80 %. Le tissu industriel et commercial est pratiquement anéanti. Les récoltes de coton et de café, principales sources de devises du pays, n'ont pu être réalisées qu'à 30 % et 70 % respectivement.

Pour sortir le pays de la crise, la Junte de reconstruction nationale et le Front sandiniste ont décidé de lancer une campagne, qui apparaît comme la continuation de la guerre de libération par d'autres moyens, tant elle s'inspire des méthodes qui ont permis le renversement du régime du président Somoza.

Dans l'esprit des alliances nouées avant la prise du pouvoir, toutes les forces politiques et sociales du pays sont représentées dans la commission d'animation. La campagne elle-même sera le fait, comme l'insurrection, de l'ensemble de la population, et principalement des adolescents. Elle sera menée à bien dans les campagnes par les élèves du secondaire, les étudiants universitaires, les jeunes diplômés sans travail et les professeurs de l'enseignement privé et public. Seuls ces derniers y prendront part dans le cadre de leur travail, tous les autres étant volontaires .Dans les villes, les cours seront donné principalement par les personnes âgées inactives. Au total cent quatre-vingt mille professeurs d'occasion.

Entraînement intensif

Un premier groupe de quatre-vingts personnes soigneusement sélectionnées a reçu un entraînement intensif de dix-huit longues journées s'étendant de 7 heures à 22 heures. On leur a appris comment enseigner à lire et à écrire, mais aussi comment donner des premiers secours. Elles ont reçu une formation politique plus particulièrement axée sur le respect des paysans, de leur milieu et de leurs traditions. Elles ont bénéficié d'une préparation physique et de cours de survie dans la forêt vierge. Elles se sont entraînées à l'animation théâtrale, ainsi qu'à la tenue d'un journal de campagne dans lequel elles doivent consigner l'essentiel de leur expérience.

Ces quatre-vingts personnes ont ensuite animé des projets pilotes destinés à tester leur méthode. Elles ont fait notamment deux découvertes qu'aucun manuel ne saurait prévoir : les gros doigts durs et malhabiles des hommes et des femmes habitués au travail de la terre ont tendance à arracher le papier quand ils s'appliquent à écrire avec des crayons taillés au *machete* ! Il faudra beaucoup de crayons et du papier résistant. Un grand nombre d'entre eux ont, d'autre part, de sérieux problèmes de vision. Le gouvernement a donc monté une « banque des yeux », qui s'efforce de récupérer des lunettes usagées un peu partout de par le monde en même temps qu'elle a dû inventer une méthode simple de dépistage de la myopie et de la presbytie.

« L'effet multiplicateur inspiré de la préparation de nos combatants », a expliqué M. Lacayo, consiste en ceci : ces quatre-vingts « cobayes » en ont formé cinq cents, qui en ont formé sept mille, qui sont en train d'en former cent quatre-vingt mille. Le 24 mars, ils doivent tous ensemble se lancer à l'assaut du pays pour une durée de six mois.

Ces professeurs temporaires vont devoir, outre l'alphabétisation et les trois heures quotidiennes passées à travailler au côté des paysans sur leur terres (six millions d'heures au total), se livrer à une multitude de tâches telles que : construction d'écoles avec les villageois, recueil de l'histoire orale des communautés dans lesquelles ils se trouveront (grâce à deux mille magnétophones), localisation de sites archéologiques, amélioration de la carte du pays sur laquelle les zones peu connues sont encore nombreuses.

Les thèmes des leçons

Une telle entreprise, menée dans un pays d'Amérique centrale, fait, bien entendu, penser à Cuba. *« Faire cette comparaison est manquer de respect aux vingt ans de lutte menée par le Front sandiniste libération nationale*, s'est insurgé M. Francisco Lacayo. *Nous avons largement eu le temps d'élaborer notre stratégie et de faire une révolution originale. Pour renverser Somoza, comme pour organiser cette campagne, nous nous sommes inspirés d'un grand nombre d'expériences d'autres peuples. Mais nous n'avons copié personne. Notre force a toujours été de comprendre notre propre réalité. »*

Il illustre ce propos en prenant les thèmes des vingt-trois leçons qui composent le manuel d'alphabétisation. Vingt-trois phrases tirées de l'histoire du pays décortiquées, répétées et à partir desquelles paysans et enseignants se plongent dans le vocabulaire courant des campagnes et dans la tradition politique du pays. A titre d'exemple, on peut citer : « *Sandino guide de la révolution* », « *dépenser peu, économiser nos ressources et produire beaucoup c'est faire la révolution* », « *la réforme agraire récupère la production de la terre pour le peuple* », ou encore « *la femme a toujours été exploitée, la révolution rend sa libération possible* ». A partir du mot « brigade », par exemple, des mots courants sont construits, tels que « brè-che », « bru-me », « om-bre », « bras », etc., une méthode dont Paolo Freyre a dit : « *Ce n'est pas la mienne, mais elle est formidable.* »

Même dans de telles conditions, une campagne d'alphabétisation de cette envergure coûte cher : 20 millions de dollars exactement, au lieu de 200 millions si elle ne reposait pas sur le volontariat. Les Nicaraguayens n'ont pas cet argent. Ils recherchent donc l'appui de l'étranger. Mais pas n'importe comment : *« Nous ne demandons pas l'aumône. Nous sommes venus avec la dignité que nous donne la lutte menée par notre peuple inviter les Européens à manifester une solidarité dont nous n'accepterons jamais qu'elle soit assortie de la moindre condition*, a précisé M. Lacayo. *L'aide internationale a été fondamentale pour nous permettre de renverser la dictature de Somoza, elle peut l'être tout autant pour que nous achevions de nous libérer. »* Cette ambitieuse campagne qualifiée d'« *intelligente et systématique* » par M. Amadou Matar M'Bow, secrétaire général de l'UNESCO, bénéficie du soutien de l'organisme international.

FRANCIS PISANI.

LE STAGE D'INTRODUCTION DE PAQUES

AURA LIEU AU BOUVERET

du 7 au 10 avril 1980

LES FEUILLES D'INSCRIPTION PEUVENT ETRE DEMANDEES AUX CENTRES D'ANIMATION REGIONAUX OU AU SECRETARIAT FSF.

mariage

* *Angela FOGLIA-MANZILLO, sympathique secrétaire de Solidarietà Terzo Mondo, et Polycarpe OKOUMA, le 2 mars 1980.*
  Leur adresse : Via Quiete 7 - 6900 LUGANO

-.-

naissances

* *Anne-Laure - le 5 janvier 1980, au foyer Monique et Jean-François SCHWERZMANN, 1163 ETOY*
* *Carole - le 30 janvier 1980, au foyer Marianne et Georges JACCARD-SIGG, affectés à BOBO-DIOULASSO (Haute-Volta, Imprimerie de la Savane, B.P. 149.*
* *Olivier - le 4 février 1980, au foyer de Nelly et Michel JOLY, Poudrière 3, 1700 FRIBOURG*
* *Margot - le 25 février 1980, au foyer Elisabeth et Romain YERLY-FIRMANN Ch. des Rittes 14, 1723 MARLY*
* *Maud - le 30 novembre 1979, fait la joie de ses parents Renée BRAUN et Pierre MONCALVO qui se sont unis le 1er mars 1980, et de ses frères Stéphane et Patrick.*
  Chalet Pauline, 1922 SALVAN

-.-

décès

- *Henriette TARAMARCAZ, ancienne missionnaire laïque du mouvement, nous a quittés le 7 mars 1980. Elle avait été affectée en tant qu'infirmière au Togo, en 1963.*

  A sa famille, nous disons notre sincère amitié et partageons sa peine dans l'espérance.

Nous allons bien !

Notre nouvelle démarche se porte bien. La répartition des tâches fonctionne bien également. Nous nous réunissons chaque 1er samedi du mois en "assemblée générale" pour aborder les questions administratives et celles inhérentes à notre nouveau fonctionnement.
Nous passons également une large partie de nos rencontres à aborder des questions de fond : - voir comment entrer dans des tâches nouvelles et établir de nouveaux contacts.
Nous pensons que l'assemblée générale doit être comme un tremplin, un lieu de discussion, d'information en vue d'une action et de réalisations.

SI VOUS AVEZ DES IDEES D'ACTIONS COMMUNAUTAIRES

- pour passer au-delà des constats,
- pour construire quelque chose de plus satisfaisant,
- pour inventer quelque chose au niveau de nos réalités quotidiennes :

VENEZ A NOS PROCHAINES ASSEMBLEES

SAMEDI 12 AVRIL 1980, A LA SAGNE
SAMEDI 3 MAI 1980, A PENTHEREAZ
DE 10.30 à 17.30 h.

Une garderie d'enfants est prévue. Avertissez-nous que vous venez ! (039 31.78.27)

Nos relations avec le Département Missionnaire

La séparation du GVOM de l'organisation du DMR nous contraint à redéfinir les termes de nos relations.
Ainsi, nous allons collaborer pour la longue session de préparation du mois de juin (ce que nous faisons depuis de nombreuses années). Par rapport à la CEVAA (Communauté Evangélique d'action apostolique), nous passerons par le DMR que nous reconnaissons comme la CEVAA en Suisse. Nous resterons également en contact en ce qui concerne les candidatures. Quant aux finances, le DMR est prêt à examiner une demande que nous lui ferions.

FINANCES

Mi-mars, nous vous avons envoyé une circulaire blanche et un bulletin vert, vous demandant votre collaboration financière !
Nous recevons de l'argent de la coopération technique. Nous allons faire une ou deux demandes de subventions, principalement pour les sessions que nous organisons. Ceux qui participent à l'assemblée générale ont pris des engagements pour environ Fr. 18'000.-.

Malgré tout, nous avons encore besoin de votre participation !
Notre CCP - 10-209 68. - Merci

ANIMATION

Dans 3 classes de l'Ecole de Commerce de la Chaux-de-Fonds, Gilbert Zbären a été sollicité pour animer des jeux de simulation permettant aux élèves de se préparer à aborder les questions concernant le colonialisme, le marché des échanges économiques et les relations que cela développe.
Ces jeux, qui sont des démarches actives, permettent de mieux comprendre, par un vécu initial, les thèmes qui seront abordés par la suite.

NOUS PARTICIPONS A L'ACTION "ENERGIE/MONDE"

(Suite de la page 2)

Parce que nous avons pris conscience :

que les sources d'énergie actuelles utilisant les ressources terrestres (surtout le pétrole) seront bientôt épuisées ...

qu'il est possible de retarder cette échéance par des économies

que la pénurie d'énergie qui obligerait de recourir à l'atome peut être retardée

que l'utilisation parcimonieuse d'énergie augmente notre sécurité et nos chances de survie

que les pays du tiers-monde souffrent déjà aujourd'hui d'un manque d'énergie, bien qu'ils en emploient beaucoup moins que nous

qu'il est possible de résoudre nos problèmes d'énergie ainsi que ceux du tiers-monde par l'utilisation écologique de sources d'énergies naturelles, comme le soleil et le vent

que la fabrication de la plupart des objets que nous utilisons quotidiennement exige beaucoup d'énergie

que beaucoup de matières premières peuvent être recyclées

qu'une vie plus simple ne représente pas forcément une vie plus pénible, mais signifie au contraire une vie plus saine.

NOTRE CONSEIL DE FAMILLE, DE PAROISSE, A DECIDE QUE :

☐ nous abaisserons la température de nos chambres de séjour à 18 - 19° C pendant la période de chauffage et encore plus dans les autres pièces

☐ nous utiliserons l'eau chaude de façon extrêmement économique

☐ nous nous soucierons d'une meilleure isolation thermique de nos habitations

☐ nous ne mettrons plus des matières recyclables comme le papier, le verre, l'aluminium, etc. dans les poubelles, mais aiderons à leur récupération

☐ nous roulerons moins avec notre voiture, mais utiliserons davantage les moyens de transports publics

☐ nous nous efforcerons de laisser notre voiture au garage au moins une fois par mois

☐ nous n'utiliserons plus d'engrais chimiques dans notre jardin potager, mais nous ferons du compost avec nos déchets ménagers

☐ nous mettrons à la disposition de l'action Pain pour le Prochain ou ... ce que nous aurons économisé en agissant ainsi et contribuerons au développement d'énergies douces

☐ nous voulons encore ...

☐ ce que nous aurons économisé par l'Action Pain pour le Prochain, nous le mettrons à dispositon des pays en voie de développement pour leurs projets d'énergies alternatives (soleil, vent...).

Lettres d'outre-mer...



Béatrice et Jacques WALLISER-DOLIVO sont de retour du Mozambique après y avoir passé 2 ans. Il est intéressant de noter qu'ils ne sont pas partis comme envoyés d'une ou de l'autre organisation d'aide au développement, mais qu'ils ont été engagés directement par le gouvernement mozambicain comme coopérants.

Béatrice a travaillé à la Direction nationale d'action sociale et Jacques au Ministère de l'agriculture, pour traiter des problèmes touchant à la mécanisation agricole.

Deux ans... qu'est-ce en fait ? Deux ans de travail, de nouveautés, d'adaptation continue et d'amitiés. Deux ans où la politique, le travail et nos relations avec les autres ont été les trois volets de notre vie, trois volets indissociables l'un de l'autre.

Le 5 juillet 1977, nous débarquions donc sans savoir un mot de portugais, sans connaître personne, sans savoir ce que nous allions faire, ayant pour seul bagage quelques idées théoriques de comment le Mozambique voulait se développer et "s'autonomiser". Comment donc évaluer notre travail ? Une chose est certaine, nous avons été intégré dans un système déjà en route, nous avons été des travailleurs-fonctionnaires durant ces deux ans. Nous sommes arrivés, on nous a dit "tu feras cela", sans savoir bien si cela correspondait à notre formation et nous étions incapables d'affirmer, par faute de connaissances de la réalité, notre capacité ou incapacité; nous nous sommes donc mis au travail sous les ordres de nos camarades mozambicains. Peu à peu nous nous sommes adaptés, nous nous sommes exprimés, mais nous sommes toujours restés dans notre rôle d'"étranger" qui discute, pense, élabore un projet, une étude, mais qui, finalement, ne donne que des suggestions. La décision finale, c'est à nos hôtes qu'elle appartient et là intervient le fait du "chef" qui écoute, comprend et finalement, la décision est prise après une bonne discussion ou celui qui décide... "concordo ou noa concordo"... et c'est fini, la décision est prise, plus de discussion possible. Nous voilà donc parfois frustrés, parfois heureux. Mais en tous cas, une chose est certaine, notre travail a été varié, intéressant et nous avons appris, échangé et avancé en commun.

Marcelino, le premier responsable de Béatrice, a été très clair : " Voilà, Béatrice, moi, je n'ai aucune formation, je me trouve à ce poste parce qu'on m'y a mis, mais je connais la réalité mozambicaine, j'ai travaillé le jour pour étudier la nuit, j'ai fait des kilomètres en brousse pour aller à l'école primaire... et je suis mozambicain. Toi, tu as certaines connaissances adaptées à notre secteur, mais tu ne connais rien du Mozambique, alors on va travailler ensemble, toi avec tes connaissances et ta sensibilité, et moi avec mon vécu d'ici et ma sensibilité". Et voilà, n'est-ce pas cela une véritable coopération ?

Alors, deux ans de travail ainsi, indépendants de toute organisation d'aide au tiers-monde pour nous appuyer, avec laquelle on évalue et on discute le coup, c'est finalement être un simple travailleur émigré dans un pays inconnu, avec, comme unique moyen d'échange, mais qui est un privilège certain, que sa fonction et sa personnalité, sans oublier le fait que si vraiment cela ne pas pas, on laisse tout tomber et on retourne librement au pays. Cela signifie aussi être seul et être obligé de s'ouvrir pour comprendre, ne pas faire référence à un projet fixé d'avance,mais simplement travailler, arriver à l'heure, avoir 30 jours de vacances et pas un de plus, quoi, vivre au rythme des autres compagnons de travail.

Nous sommes contents de cette forme de coopération qui, même si elle nous enlève une certaine initiative personnelle, remet à la place le sens réel d'appuyer un pays en développement. En fait, nous n'avons jamais été aussi peu libres de choisir notre travail qu'ici, mais nous avons essayé de répondre à ce que ce pays nous demandait. Les règles du jeu, c'est le Mozambique qui les met en place ; ou on accepte ou on part... Nous avons accepté, et notre amour-propre en a parfois pris un coup, mais cela en vaut la peine.

De plus, travailler dans un ministère nous a permis d'observer comment se prennent les décisions au niveau national, comment se fait une planification pour le pays entier, et surtout se heurter aux innombrables difficultés et à la complexité de ce qu'est "sortir le pays du sous-développement". Cependant, travailler au niveau national, c'est aussi être un peu à l'écart de la réalité. Nous avons toutefois eu la chance de dépasser cet handicap par les nombreux voyages dans le pays, par nos amis et aussi par les difficultés de la vie de tous les jours. Ainsi, nous n'avons pu éviter d'être plongé la tête la première dans la réalité.

Nous voilà donc au second volet de notre vie, notre vie de tous les jours. Comme quiconque déménage de villes ou de pays, nous avons loué un appartement, commencé à lier des contacts avec nos voisins, à tisser des liens d'amitié avec certains... et nous voila avec quelques couples de bons amis. Ces amis, différents de nous, nous les avons d'abord regardé, nous avons jugé et parlé, eux aussi nous ont jugé et critiqué, puis se sont établis des échanges, chacun avec son passé, son mode de vie et sa manière bien différente de voir les choses. Personne n'a essayé de "coloniser" l'autre et si les uns ont vraiment besoin des autres, c'est nous... car nous avons choisi d'être en terre étrangère, tout est nouveau, un peu étrange, parfois énervant... Nos amis sont présents dans nos moments de "raz-le-bol", d'envie de tout quitter. Nous avons partagé toit et table, problèmes affectifs et matériels, leurs enfants et leurs grands-parents, et les amis des amis étant nos amis !!!

Cependant, les autres, les gens en général ? Nous sommes et resterons toujours des étrangers par rapport à eux. Nous ne comprenons pas le "collectif" ici. Soyons plus clair : en Suisse, même si je vis qu'avec certains amis, je "connais" l'autre, parce qu'il a été formé dans le même cadre que moi, même si je m'oppose à ce qu'il fait, j'arrive à comprendre ce qui se passe, parce que son cadre de référence, au sens le plus large du terme, est le même que le mien. Ici, non, je ne peux pas m'identifier aux gens en général, je ne peux que créer des contacts individuels. Nous ne savons pas si nous nous sommes faits comprendre, mais en bref, nous aimerions dire que, même si nous avons de bons amis, nous nous sentons, et c'est normal, toujours étrangers. D'autre part, sans ces amis mozambicains, probablement que nous aurions craqué, car, eux, avec la connaissance plus profonde de leur terre et une philosophie de sages, nous ont entouré et nous ont permis d'être heureux dans ce pays, même dans les moments oû tout nous tombait dessus.

Passons maintenant au 3ème volet de notre vie : la politique. Ici, de plein gré, nous avons accepté un courant politique dont les objectifs correspondaient à nos aspirations, nous ne tentons pas de "nager" à contre-courant, ni d'être un point d'interrogation pour les autres. Nous avons accepté la voie choisie et nous tâchons de la comprendre dans sa vie quotidienne. Ce n'est pas toujours facile, car même si nous sommes d'accord avec les objectifs fixés et admis par tous, les contradictions de tous les jours nous font mal. Par exemple, c'est vrai que la production agricole est planifiée et que d'ici 5 ans, le Mozambique sera auto-suffisant sur le plan de la nourriture, mais en attendant, aujourd'hui, les ventres ne sont pas toujours rassasiés et "ventre vide n'a pas d'oreille". Le problème de l'approvisionnement est sérieux et tout est par à-coups. Tout le mon-

de en est conscient, mais pour le résoudre, c'est les problèmes, entre autre, des transports, des devises, de la guerre toujours présente... Tous ces éléments sont embrouillés et on ne sait plus par quel bout il faut commencer.

Un autre problème sérieux et que le Parti connaît, est la ribambelle de petits chefs ayant une certaine formation plus ou moins du temps colonial qui abusent, burocratisent et provoquent des mécontentements. Pour pallier à cela, comment faire, les faire tous tomber ? Mais nous n'avons pas de cadres pour les remplacer... ou former des cadres au plus vite. C'est la seconde solution qui a été choisie. Alors, dans 5 ans, il n'y aura plus aucune excuse à tous ces abus de pouvoir.

Ces problèmes et tant d'autres encore font trembler le pays. Les cadres supérieurs en sont conscients et essayent de les résoudre avec les moyens du bord. A la base, la majorité est prête à travailler et à collaborer pour atteindre les objectifs fixés, mais est aussi déjà fatiguée par la réalité quotidienne, la couche moyenne, parfois honnête, souvent sûre d'elle, abuse de son pouvoir. C'est donc une lutte très dure entre ces différentes classes qui se déroule actuellement.

Voilà donc 2 ans que nous sommes plongés dans ce tourbillon, nous avons vu apparaître de nouvelles lois, de nouvelles mesures, un certain durcissement s'est fait sentir. Nous ne sommes pas toujours d'accord, mais nous avons aussi vu la campagne nationale de vaccinations, l'effort de scolarisation et d'alphabétisation, "l'année internationale de l'enfant" où tout a été mis en oeuvre pour fêter l'évènement et lui donner au maximum un sens pratique et utile et non commercial. Nous avons vu arriver aussi la lutte pour la prévention des maladies et la malnutrition, l'effort pour produire du riz et du maïs pour tous, les usines où la production remonte, les routes et l'eau qui atteignent aussi les bidonvilles. En bref, beaucoup de choses positives et qui font renaître tous les jours l'espoir.

Le fil est tendu, va-t-il rompre ? De tout notre coeur, nous espérons que non. Les problèmes aggravés par la guerre sont aigus, mais un changement de régime serait, sans aucun doute, une catastrophe pour tous. Nous voyons comment les grandes puissances, la Suisse aussi par l'intermédiaire de ses banques et leurs investissements en Afrique du Sud,(Rhodésie - sa politique est plus ou moins neutre, mais l'économie bien orientée) augmentent tous les jours les difficultés d'un jeune pays - 4 ans, ce n'est rien - qui veut vraiment s'en sortir et essaye de s'en donner les moyens matériels.

Nous allons arrêter ici ces premières réflexions sur le vif de nos 2 ans passés en République Populaire du Mozambique. Notre souhait est de revenir d'ici quelques années, celà en vaut la peine et la nécessité d'appui est réelle ... peut-être avec quelques-uns de nos amis aussi !

Nous rentrons en Suisse d'ici peu, nous ne savons pas ce qui nous attend, nous craignons un peu ce retour dans une société de surabondance, aux mécanismes bien rôdés. La lutte pour la survie y a disparu et le pays entier vit un peu sur le dos des pays en voie de développement, ce qui est évident vu d'ici et peut-être un peu moins pour la plupart de nos compatriotes...

Bien sûr, la Suisse a aussi ses qualités que nous ne nions pas et ses défauts graves du point de vue social.




Passeport retiré

L'évêque ne pourra pas venir en Suisse

Le gouvernement sud-africain a retiré mardi le passeport du secrétaire général du Conseil de l'Eglise sud-africaine, l'évêque Desmond Tutu, sans en donner les raisons, a annoncé hier dans un communiqué l'Entraide protestante suisse (EPER). L'EPER précise que l'évêque se voit ainsi empêché de réaliser la visite prévue en Suisse à son invitation. L'évêque Desmond Tutu est un représentant éminent de l'aile radicale au sein de l'Eglise sud-africaine. Il s'était prononcé à plusieurs reprises contre la politique des « Homelands » du gouvernement et en faveur d'un arrêt des investissements occidentaux en Afrique du Sud. — (ats)

L'évêque a immédiatement donné son passeport et déclaré : "Le Gouvernement sud-africain perd son temps. Il est grand temps pour eux de faire face à la réalité. Leur comportement ressemble étrangement à celui du roi Canute qui s'était assis sur la plage, pensant qu'il pouvait arrêter les vagues".

..."C'est un accident de parcours de la lutte. Cela doit nous empêcher de dire la vérité. Mais moi, je dois obéissance à Jésus-Christ. Je parlerai comme je pense qu'il m'ordonne de parler. Je parlerai pour la justice et la réconciliation".

"A l'étranger, les gens continueront à nous entendre, tout comme ils sont capables de lire et d'écrire, et ils continueront aussi à nous rendre visite. Ils sauront ce qui se passe".

"C'est une érosion incroyable de la liberté individuelle, d'autant plus que cela arrive à des personnes qui plaident pour une solution pacifique à notre problème".

INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Centre Offset SA, Lausanne

J.A. 2056 DOMBRESSON